



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

LIBELLE DE LA CONSULTATION	Consultation n° 2025-006 – Fourniture et livraison de supports billettiques (billets et cartes sans contact) pour le compte de la SPL CTBR
TYPE D'ACCORD-CADRE	FOURNITURES
DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES	19 SEPTEMBRE 2025 A 17H00 <i>Attention : les plis remis hors délai seront éliminés</i>
MODALITES DE REMISE DES OFFRES	Uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : https://alsacemarchespublics.eu/

SOMMAIRE :

Table des matières

PRESENTATION DE LA SPL CTBR	4
ARTICLE 1 : CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION	5
1-1 objet de la consultation.....	5
1-2 Nature de la procédure de Passation	5
1-3 Réservation à une catégorie d'opérateurs économiques	5
1-4 Caractéristiques principales de la procédure suivie	5
1-5 Dossier de consultation des entreprise	6
1-6 Fin de la consultation.....	7
ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE.....	7
2-1 Forme de l'accord cadre :.....	7
2-2 Allotissement et tranches :	7
2-3 Insertion par l'activité économique.....	7
ARTICLE 3 : MODALITES DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	7
3-1 – sous-traitance :	7
3-2 – co-traitance :	7
ARTICLE 4 : DOSSIER A REMETTRE PAR LES CANDIDATS	8
4-1 Généralités (dont l'usage obligatoire de la langue française)	8
4-2 Constitution du dossier de candidature :	9
4-3 Constitution du dossier d'offre	10
4-4 ECHANTILLONS A FOURNIR	11
ARTICLE 5 : MODALITES DE REMISE DES OFFRES.....	11
5-1 Remise des offres par voie électronique.....	11
5-2 Compléments et modifications apportées à l'offre initiale	11
ARTICLE 6 : EXAMEN DES CANDIDATURES.....	12
ARTICLE 7 : EXAMEN DES OFFRES	12
7-1 Critères de jugement.....	12
7-2 Définition et mise en œuvre du critère « valeur technique » (40 points).....	12
7-3 Définition et mise en œuvre du critère « prix » (60 points).....	13
7-4 Traitement des offres incomplètes ou irrégulières.....	13
7-5 NEGOCIATION (FACULTATIVE)	14
ARTICLE 8 : RESULTATS DE LA CONSULTATION.....	14
ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	14
9-1 MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'accord-cadre	14
9-2 Pièce(s) à signer électroniquement	14
9-3 Pièces justificatives	15
ARTICLE 10 : QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	17

ARTICLE 11 : MODALITES DE PASSATION ET D'EXECUTION DES MARCHES	
SUBSEQUENTS.....	18
11-1 MoDALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	18
11-2 Duree ET Nombre dES MARCHES SUBSEQUENTS	18
11-3 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	18

PRESENTATION DE LA SPL CTBR

La Société publique locale (SPL) Compagnie des Transports du Bas-Rhin (CTBR) a pour mission l'exploitation et la gestion du réseau de transport interurbain pour le bassin de Strasbourg, pour le compte de la Région Grand Est au travers d'un contrat de concession conclu en 2019.

La mission première de la SPL CTBR est l'élaboration d'une offre de transport variée répondant aux besoins des habitants du bassin strasbourgeois en matière de déplacement et de tarification.

Les lignes exploitées par la SPL CTBR représentent environ 80% de la fréquentation de l'ensemble des lignes du réseau fluo Grand Est 67.

La SPL CTBR sous traite à des transporteurs privés une partie de l'exploitation des lignes du réseau dont elle a la charge.

Depuis 2019, la région Grand Est (pour 80%) et l'Eurométropole de Strasbourg (à hauteur de 20%) sont les actionnaires de la SPL CTBR. Ce nouvel actionnariat a pour objectif d'optimiser les synergies entre les différents réseaux de transport et l'organisation du réseau interurbain.

Les cars de la SPL CTBR et de ses partenaires parcourent chaque année plus de 5 millions de kilomètres et desservent près de 150 communes à travers 24 lignes régulières ainsi que 11 lignes à vocation scolaire.

Le siège social de la SPL CTBR est installé au 14, place des Halles à Strasbourg. La SPL CTBR compte environ 150 salariés.

ARTICLE 1 : CONDITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

1-1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la **fourniture et la livraison de supports billettiques (BSC et CSC)** pour le compte de la SPL CTBR.

La SPL CTBR, en tant qu'exploitant d'un réseau de transport public, procède à la vente de titres de transports à ses clients voyageurs, directement dans ses cars ou au sein de son agence commerciale.

Ces titres de transports (unitaires, carnets, abonnements etc.) sont vendus sur des supports matériels :

- Billet sans contact (BSC) ;
- Carte sans contact (CSC).

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens, sont les suivantes :

Code CPV
30162000-2 - Cartes à puce
34980000-0 - Billets de transport

1-2 NATURE DE LA PROCEDURE DE PASSATION

L'accord-cadre, objet de la consultation, est passé selon une **procédure adaptée** les articles L2123-1 et R.2123-4 du Code de la Commande Publique

La procédure est lancée par la CTBR sous le statut **d'Entité adjudicatrice** au sens de l'article L.1212-1 1° du code de la commande publique.

1-3 RESERVATION A UNE CATEGORIE D'OPERATEURS ECONOMIQUES

L'accord-cadre, objet de la consultation ne sont pas réservés à une catégorie particulière d'opérateurs économiques.

1-4 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA PROCEDURE SUIVIE

1-4-1 – **Présentation de variantes**

La présentation de variantes libres à l'initiative des candidats est interdite. Les variantes qui seront présentées ne seront pas examinées.

L'Entité adjudicatrice n'impose aucune variante.

1-4-2 – **Visite sur les lieux d'exécution de l'accord-cadre**

Sans objet

1-4-3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

En cas de négociation, ce délai repartira à zéro à compter de la date de la remise de chaque nouvelle l'offre « négociée »

1-5 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISE

1-5-1 – Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises peut être retiré gratuitement jusqu'à la date et heure limites fixées en page de garde du règlement de la consultation (date limite de remise des offres), **par téléchargement sur la plateforme dédiée aux marchés publics** :

<https://alsacemarchespublics.eu/>

Les modalités de retrait et de dépôt des offres remises par voie électronique sont présentées en annexe au présent règlement de la consultation.

Les frais de reprographie des documents du dossier de consultation sont à la charge du candidat.

IMPORTANT : Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les documents de la consultation y sont dorénavant librement accessibles, sans identification obligatoire des opérateurs économiques.

Néanmoins, il vous est fortement conseillé de procéder à votre identification car celle-ci vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique (CD Rom, Clé USB) n'est autorisée.

1-5-2 – Contenu du dossier de consultation remis aux candidats

Le dossier de consultation remis aux candidats comporte :

- Le présent règlement de consultation ;
- Un acte d'engagement ;
- Un cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- Un cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses annexes ;
- Un bordereau de prix unitaires-détail quantitatif estimatif (BPU-DQE) ;
- La fiche d'homologation fournisseur.

1-5-3 - Modifications de détail apportées au dossier de consultation

Toute modification de l'une des pièces constitutives de l'accord-cadre et notamment de ses spécifications techniques, entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.

La SPL CTBR se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications seront **envoyées aux candidats au plus tard sept jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

1-6 FIN DE LA CONSULTATION

La SPL CTBR se réserve la possibilité de déclarer la présente procédure « *sans suite* » à tout moment.

Dans cette hypothèse, chacun des candidats ayant remis une offre en serait informée par écrit via la plateforme des marchés publics.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

2-1 FORME DE L'ACCORD CADRE :

Le marché à conclure prendra la forme d'un **accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents**.

A l'issue de la présente consultation, la SPL CTBR retiendra **trois attributaires** qui seront remis en concurrence ultérieurement dans le cadre de la passation des marchés subséquents.

Les modalités de passation des marchés subséquents sont définies ci après.

2-2 ALLOTISSEMENT ET TRANCHES :

Le présent marché n'est pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations techniques distinctes.

Il ne comprend pas de tranches.

2-3 INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Sans objet

ARTICLE 3 : MODALITES DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

3-1 – SOUS-TRAITANCE :

La sous-traitance n'est pas autorisée pour les prestations de fournitures. En cas de sous-traitance pour la partie accessoire de l'accord-cadre concernant les prestations de service, notamment la livraison de fournitures, l'entreprise devra d'une part se conformer aux textes de loi en vigueur et indiquer sur l'acte d'engagement ou sur l'acte spécial de sous-traitance la répartition des paiements.

3-2 – CO-TRAITANCE :

Les candidats peuvent librement déposer une offre en groupement, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

A ce titre, il est interdit de présenter une offre en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s).

De plus, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat.

Les pièces administratives relevant de la candidature seront fournies par l'ensemble du groupement. Les capacités techniques, financières et professionnelles seront appréciées globalement pour l'ensemble du groupement conformément aux articles R. 2142-25 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la Commande Publique.

Aucune forme de groupement spécifique (solidaire ou conjoint avec ou sans mandataire solidaire) n'est imposée par la SPL CTBR.

Enfin, en application du principe d'intangibilité des candidatures et conformément à l'article R.2142-26 du Code de la commande publique, **la composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre**. Ainsi, seraient considérées comme irrégulières :

- l'ajout d'un co-traitant ou la reconnaissance d'un sous-traitant, présenté en phase de candidature, comme membre du groupement,
- le retrait d'un co-traitant ou la reconnaissance d'un co-traitant, présenté en phase de candidature, comme sous-traitant d'un autre membre du groupement.

Toute modification dans la composition du groupement entraînerait alors un rejet de la candidature.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à la SPL CTBR l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à son acceptation, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans ce cas, le groupement candidat devra joindre à son offre, une lettre faisant état de sa demande :

Le groupement candidat veillera à joindre à l'appui de sa lettre les pièces suivantes :

- tout justificatif propre à prouver la a restructuration de société ou la défaillance d'un de ses membres (ex. copie du jugement de mise en liquidation judiciaire) ;
- le consentement formel de l'ensemble des membres du groupement quant à la modification du groupement du fait de la défaillance d'un des membres ;
- en cas de présentation d'un ou plusieurs sous-traitants :
 - pour justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants, les documents et renseignements relatifs à leurs capacités professionnelles, techniques et financières ;
 - pour apporter la preuve qu'il disposera des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution de l'accord-cadre, un engagement écrit de ce ou ces sous-traitants.

La SPL CTBR se prononcera sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

ARTICLE 4 : DOSSIER A REMETTRE PAR LES CANDIDATS

4-1 GENERALITES (DONT L'USAGE OBLIGATOIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE)

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Il est par ailleurs expressément demandé aux candidats de remplir intégralement les documents mis à leur disposition. Tout manquement est susceptible d'entraîner le rejet de leur offre.

4-2 CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE :

Le dossier de candidature de chaque candidat devra comporter les documents suivants remplis :

- Formulaire **DC1** (lettre de candidature)
- Formulaire **DC2** (déclaration du candidat)

Ces formulaires sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Alternativement, le candidat dispose de la possibilité d'utiliser le **DUME** (document unique de marché européen)

Si le candidat utilise le DUME d'une consultation antérieure, le candidat confirmera que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Par ailleurs, la SPL CTBR pourra demander à tout moment au candidat de fournir tout ou partie des preuves de son aptitude à exercer une activité professionnelle, de ses capacités techniques et professionnelles et de sa capacité économique et financière

- Une **attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle** et la preuve qu'il est à jour de ses cotisations ;
- Tout document (extrait K-bis ou autre) permettant de s'assurer que le signataire des différentes pièces de l'accord cadre est habilité à engager sa société, ou bien tout document attestant qu'il a reçu, à cet effet, délégation par une personne ayant pouvoir d'engager juridiquement la société candidate.

Concernant les **références professionnelles, les capacités techniques et financières** du candidat :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Les références récentes et/ou certificats de capacité pour des services similaires à l'objet du marché public en objet sur les 3 années écoulées (ou titres d'études et/ou expérience professionnelle des responsables en cas d'entreprise nouvellement créée),
- Les éventuelles certifications, qualifications ou accréditations (ISO, MASE, COFRAC...).
- Une note relative à l'organisation du candidat et en cas de groupement, rôle tenu par chaque cotraitant dans l'exécution du marché. En cas de cotraitance, seule une note est à produire pour l'ensemble du groupement candidat ;

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats peuvent opter pour la mise à disposition des documents de candidature sur un espace de stockage numérique à condition que l'acheteur public puisse y accéder gratuitement.

A titre d'information, la plateforme www.alsacemarchespublics.eu propose gratuitement à chaque inscrit un service « Espace documentaire - Coffre-fort Entreprise » .

S'il a fait ce choix, le candidat précisera toutes les informations nécessaires pour permettre à la SPL CTBR d'accéder à cet espace de stockage et de pouvoir procéder à l'analyse des dossiers de candidature.

Il appartient au candidat de s'assurer de la mise à jour des documents qui y sont disponibles.

Le coffre-fort électronique vous permet de ne pas fournir à chaque consultation les mêmes pièces toujours valables (références, certification ISO, RIB, attestations d'assurance, etc.).

NB : Chaque candidature sera présentée **en un exemplaire original**.

Les pièces suivantes seront à fournir uniquement par l'attributaire :

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, l'accord-cadre ne pourra être attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse que sous réserve qu'il produise l'ensemble des pièces listées à l'article 9 du présent règlement, dans le délai qui lui sera imparti.

Dans l'objectif d'allègement des délais de procédure, il est conseillé de joindre les déclarations fiscales et sociales (ex : liasse 3666 et la déclaration URSSAF), ainsi que les pièces mentionnées aux articles D8222-5 et D822-7 du Code du travail lors du dépôt de la candidature et de l'offre. Toutefois, en cas d'impossibilité, l'absence de ces documents n'entraînera ni rejet, ni pénalités.

Il est vivement recommandé aux candidats de se procurer dès à présent ces documents et de les joindre dans la mesure du possible à l'appui de leur dossier de candidature. En effet, le délai, qui sera imparti au soumissionnaire pressenti comme titulaire de l'accord-cadre pour fournir ces pièces, sera de l'ordre de quelques jours.

4-3 CONSTITUTION DU DOSSIER D'OFFRE

L'offre de chaque candidat sera constituée des pièces suivantes :

- L'acte d'engagement complété par le candidat ;
- Le Bordereau de prix unitaires- Détail quantitatif estimatif (BPU-DQE) rempli ;
- Le mémoire technique du candidat **(10 pages maximum)** ;
- Les échantillons de supports billettiques demandés ;
- La fiche d'homologation fournisseur.

Le candidat est réputé accepter les termes de l'ensemble des pièces du DCE. Seuls les documents originaux conservés par l'administration font foi.

Afin de faciliter l'analyse de leurs offres, d'améliorer les délais de traitement de leurs dossiers et de limiter les déchets, les candidats sont invités à ne produire que les documents demandés par le présent règlement de consultation.

ATTENTION : Les offres incomplètes seront déclarées irrégulières et rejetées par la SPL CTBR, conformément aux articles L.2152-2 et L.2152-1 du code de la commande publique.

La SPL CTBR se réserve la possibilité d'adresser une demande de régularisation d'offre aux candidats concernés, dans les conditions fixées par l'article R.2152-1 du code de la commande publique.

4-4 ECHANTILLONS A FOURNIR

Les candidats devront adresser à la CTBR des échantillons (un BSC et une CSC de chaque type A et B aux formats demandés) à l'adresse postale suivante :

SPL CTBR
Consultation n°2025-006
A l'attention du service commande publique
14 place des Halles
67000 STRASBOURG

ARTICLE 5 : MODALITES DE REMISE DES OFFRES

5-1 REMISE DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE

Chaque candidat devra utiliser les documents du dossier de consultation des entreprises qui leur a été remis.

Les offres devront être impérativement réceptionnées avant la date et l'heure limites précisées en page de garde du règlement de la consultation. Les plis reçus hors délai ou non adressés dans les formes prescrites ne seront pas examinés.

Les candidatures et offres devront être remises obligatoirement par voie électronique.

Les candidats ne sont pas autorisés à remettre leur offre sur support papier ou sur support physique électronique (sauf au titre de la copie de sauvegarde)

Les offres électroniques doivent être remises sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics à l'adresse suivante :

<https://alsacemarchespublics.eu/>

Il est demandé aux soumissionnaires de suivre strictement la procédure décrite dans l'annexe relative aux modalités de retrait et/ou de dépôt des offres remises par voie électronique du règlement de la consultation pour remettre leur réponse.

Seuls seront ouverts les plis déposés selon ces modalités. Le candidat est réputé avoir pleinement connaissance de ces modalités, dont la méconnaissance engage sa seule responsabilité.

5-2 COMPLEMENTS ET MODIFICATIONS APPORTEES A L'OFFRE INITIALE

Jusqu'aux dates et heures limites précisées en première page du règlement de la consultation, chaque candidat garde la possibilité de modifier, compléter ou préciser le contenu de son offre.

Toute modification de l'offre initiale devra donner lieu à la remise d'une nouvelle offre complète se substituant à l'offre précédemment remise.

Les modalités de présentation précisées dans le présent règlement restent applicables pour la présentation d'éléments en complément ou en substitution des éléments de l'offre initiale.

Le candidat prendra en outre soin d'indiquer la mention suivante : « *Annule et remplace l'offre initiale adressée le ...* ».

ARTICLE 6 : EXAMEN DES CANDIDATURES

Conformément à l'article R.2161-4 du code de la commande publique, la SPL CTBR procédera à l'examen des candidatures après avoir réalisé l'analyse des offres.

En outre, SPL CTBR se réserve la possibilité de faire application des dispositions de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique.

Dans cette hypothèse, tous les candidats ayant remis un dossier de candidature incomplet (renseignements relatifs aux conditions de participation, dont la production était réclamée, absentes ou incomplètes) seront invités à régulariser leur dossier de candidature.

La demande de régularisation sera adressée par la CTBR via la plateforme de dématérialisation des marchés publics. L'attention des candidats est attirée sur le fait que le délai de réponse expressément imparti par la SPL pourra être très court (de l'ordre de 24h00) et ne pourra en tout état de cause excéder 14 jours calendaires. Sauf mention contraire figurant dans la demande de régularisation, la réponse devra être retournée via la plateforme de dématérialisation des marchés publics.

L'absence de réponse ou la réception de la réponse après ce délai est susceptible d'entraîner l'irrecevabilité de la candidature.

ARTICLE 7 : EXAMEN DES OFFRES

7-1 CRITERES DE JUGEMENT

Les critères de jugements des offres sont mentionnés ci-dessous :

L'accord-cadre sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura été jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution énoncés ci-dessous avec leur pondération :

• Valeur technique	40 points
• Prix	60 points

7-2 DEFINITION ET MISE EN ŒUVRE DU CRITERE « VALEUR TECHNIQUE » (40 POINTS)

Le critère valeur technique de l'offre sera appréciée au regard des éléments mentionnés dans le cadre de mémoire technique ainsi que des échantillons transmis par le candidat et se décompose en sous critères suivants :

Pondération	Sous-critères de la valeur technique
10	Qualité des supports proposés sur la base d'échantillons représentatifs (un BSC et une CSC) transmis par le candidat (10 points)
7,5	Qualité du conditionnement proposé (7,5 points)
5	Délai maximum de livraison proposé* (5 points)
2,5	Prise en compte du développement durable dans le cadre de l'exécution du marché

***Les délais de livraisons proposés engagent les futurs titulaires qui ne pourront proposer des délais inférieures dans le cadre de la passation ultérieure des différents marchés subséquents.**

Le candidat s'attachera à articuler son mémoire technique autour des différents sous-critères ainsi définis, en y mettant en évidence les renseignements spécifiques éventuellement demandés, tels que précisés ci-dessus.

7-3 DEFINITION ET MISE EN ŒUVRE DU CRITERE « PRIX » (60 POINTS)

7-3-1 – Définition et fondement du critère « prix »

Le critère prix sera apprécié sur la base d'un **prix simulé** par application des quantités estimatives non contractuelles aux prix unitaires mentionnés dans le bordereau des prix unitaires remis par chaque candidat.

Les prix unitaires proposés par le candidat dans son BPU, l'engagent et deviendront « **plafonds** » dans le cadre de la passation ultérieure des marchés subséquents.

A ce titre, les prix unitaires proposés ultérieurement dans le cadre de la passation des marchés subséquents devront être inférieurs ou égales à ceux mentionnés au moment de la passation de l'accord-cadre.

7-3-2 – Mise en œuvre du critère « prix »

Une note de 0 à 60 sera calculée comme suit :

L'offre régulière* la moins disante se verra attribuer le maximum de points.

Pour les autres offres, les notes Np seront déterminées en application de la formule suivante :

$$Np = 60 \times (\text{prix de l'offre régulière la moins chère}) / (\text{prix de l'offre notée})$$

7-3-3 – Traitement des erreurs de chiffrage des offres

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le Bordereau des prix, l'Entité Adjudicatrice demandera au candidat de confirmer son prix. La demande sera réalisée via la plateforme des marchés publics. Cette demande de précision ne pourra pas donner lieu à la transmission d'un nouveau prix qui s'assimilerait à une nouvelle offre.

Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération. Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à mettre au point son offre. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7-4 TRAITEMENT DES OFFRES INCOMPLETES OU IRRÉGULIERES

La CTBR se réserve la possibilité de faire application des dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

La demande de régularisation sera adressée par la CTBR via la plateforme de dématérialisation des marchés publics. L'attention des candidats est attirée sur le fait que le délai de réponse expressément imparti pourra être très court (de l'ordre de 24h00) et ne pourra en tout état de cause

excéder 14 jours calendaires. Sauf mention contraire figurant dans la demande de régularisation, la réponse devra être retournée via la plateforme de dématérialisation des marchés publics.

L'absence de réponse ou la réception de la réponse après ce délai entraînera l'élimination de l'offre qui demeurera irrégulière.

7-5 NEGOCIATION (FACULTATIVE)

La CTBR se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre jugée régulière.

La négociation se déroulera par écrit et pourra porter sur certains ou l'ensemble des éléments d'appréciation des offres.

La CTBR pourra également attribuer le présent marché sans recourir à l'attribution du présent marché public sans négociation.

ARTICLE 8 : RESULTATS DE LA CONSULTATION

Tous les documents de communication et de notification (information aux candidats non retenus, lettre positive, notification...) s'effectueront par voie dématérialisée via la plateforme Alsace Marchés Publics.

ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

9-1 MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre ne pourra être attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse que sous réserve de la production des pièces suivantes, dans le délai qui lui sera imparti. En cas de dépassement de ce délai, l'Entité Adjudicatrice se réservera le droit d'attribuer l'accord-cadre avec l'auteur de l'offre classée immédiatement après.

9-2 PIECE(S) A SIGNER ELECTRONIQUEMENT

- un **acte d'engagement**, accompagné le cas échéant de ses annexes signé en original manuscrite ou via un certificat de signature électronique. L'Entité adjudicatrice n'impose pas la signature électronique mais les candidats détenteurs d'un certificat de signature électronique auront la possibilité de signer l'acte d'engagement par ce biais.

1) Signature électronique

L'acte d'engagement– *transmis au format PDF via le profil acheteur (Plateforme de dématérialisation des marchés publics)*

IMPORTANT :

Afin de faciliter le traitement des pièces en vue de la notification du contrat, **il est recommandé au candidat pressenti de signer électroniquement au format PAdES.**

Le candidat pressenti, se référera à l'annexe relative aux modalités de retrait et de dépôt des offres remises par voie électronique du règlement de la consultation.

Il devra donc être **détenteur d'un certificat de signature électronique.**

Tout défaut de signature expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

Seul le représentant qualifié de l'entreprise ayant vocation à être titulaire du contrat (délégation de pouvoir à produire le cas échéant au nom de la personne qui utilise son certificat électronique pour signer ce document) sera habilité à signer électroniquement à la demande de la SPL.

NB : Il est conseillé aux candidats de transmettre un acte d'engagement signé, de préférence électroniquement, dès le dépôt de leur offre.

9-3 PIECES JUSTIFICATIVES

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner. Le délai imparti par la CTBR pour la fourniture de ces documents de l'ordre de quelques jours.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

Les pièces justificatives à transmettre sont les suivantes :

- un relevé d'identité bancaire correspondant au(x) compte(s) à créditer pour le versement des sommes dues au titulaire au titre du contrat,
- si la(les) personne(s) signataire(s) du (des) document(s), pour le(s)quel(s) une signature est expressément exigée, n'est / ne sont pas le(s) représentant(s) légal (aux) du candidat : un document relatif à ses (leurs) pouvoirs pour engager le candidat à hauteur du montant de son offre de prix - *Seul le représentant qualifié de l'entreprise ayant vocation à être titulaire du contrat (délégation de pouvoir à produire le cas échéant au nom de la personne qui utilise son certificat électronique pour signer ce document) sera habilité à signer électroniquement ou manuellement à la demande de la Région Grand Est. Tout défaut de signature expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.*
- *dès lors que le soumissionnaire est légalement soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances : l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances*
- *dès lors que le soumissionnaire emploie des travailleurs étrangers : la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du Code du Travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type de numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (cf. article D8254-2 du Code du travail).*
- *dès lors que le soumissionnaire (ou son sous-traitant) a recours au détachement transnational de travailleurs :*
 - une copie de la déclaration de détachement adressée à l'inspection du travail (DIRECCTE) et ce avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés (cf. articles R1263 à R1265 du Code du travail). Cette déclaration comporte notamment la liste des travailleurs détachés.
 - une copie du document désignant le représentant identifié sur le territoire national

- *dès lors que le soumissionnaire est en redressement judiciaire* : la copie du (des) jugement(s) prononcé(s)

Pour les candidats individuels ou membres de groupement établis ou domiciliés en France :

- une déclaration sur l'honneur attestant et confirmant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L.2141-1 et L.2141-2 du Code de la commande publique ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
 - *dès lors que le candidat est soumis à l'impôt sur les sociétés et assujetti à la TVA* : l'attestation fiscale qui peut être obtenue directement en ligne via le compte fiscal <https://cfspro.impots.gouv.fr/> (espace abonné professionnel),
 - *dès lors que le candidat est soumis à l'impôt sur les revenus* : l'attestation de régularité fiscale qui peut être obtenue directement auprès du service des impôts via le formulaire n°3666,
 - *dès lors que le candidat est une entreprise occupant au moins vingt salariés* : un document attestant que le candidat a, au cours de l'année précédente, effectué la Déclaration Obligatoire d'Emploi des Travailleurs Handicapés ou bien a versé la contribution à l'AGEFIPH,
 - *dès lors que le marché à attribuer est d'une valeur supérieure ou égale à 5 000 € HT* : une attestation de vigilance relative à la fourniture des déclarations sociales et au paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (cf. article D 8222-5-1°-a du code du travail) – téléchargeable sur www.urssaf.fr ou www.net-entreprises.fr.
- un extrait du registre pertinent attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du Code de la commande publique :
 - **soit** un extrait de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois,
 - **soit** un extrait d'immatriculation au Répertoire des Métiers (D1), délivré par la Chambre de Métiers et de l'artisanat et datant de moins de 3 mois
 - **soit** un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Pour les candidats individuels ou membres de groupement établis ou domiciliés à l'étranger :

- un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L.2141-1 et L.2141-2 du Code de la commande publique ;
- un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du code du travail) ;
- un document qui mentionne (article D 8222-7-1°-a du code du travail) :
 - **soit** en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts,
 - **soit** pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document

mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.

- un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales (article D 8222-7-1°-b du code du travail), parmi les documents suivants :
 - **soit** lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes,
 - **soit** un document équivalent,
 - **à défaut**, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.

Lorsqu'un document justificatif n'est pas délivré par le pays concerné ou ne mentionne pas tous les cas d'interdictions de soumissionner, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays ;

IMPORTANT :

Il est vivement recommandé aux candidats de se procurer dès à présent ces documents et de les joindre dans la mesure du possible à l'appui de leur dossier de candidature. En effet, le délai, qui sera imparti au soumissionnaire pressenti comme titulaire de l'accord-cadre pour fournir ces pièces, sera de l'ordre de quelques jours

ARTICLE 10 : QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande **7 jours calendaires au moins avant la date limite de remise des offres**.

Toute demande devra impérativement rappeler les références de la consultation (numéro et intitulé exacts). Une demande écrite pourra être exigée.

Les demandes doivent être impérativement formulées via la plateforme de dématérialisation dédiée aux marchés publics :

<https://alsacemarchespublics.eu/>

(Voir les modalités décrites dans l'annexe relative aux modalités de retrait et de dépôt des offres remises par voie électronique du présent règlement de la consultation).

Les renseignements nécessaires seront alors adressés au candidat dans les meilleurs délais et au plus tard sept jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Lorsque le maintien de l'égalité de traitement des candidats le justifie, une réponse écrite sera envoyée dans ce même délai au candidat demandeur et à l'ensemble des entreprises ayant retiré un dossier afin de soumissionner sur le(s) lot(s) concerné(s).

Elle sera par ailleurs jointe au dossier de consultation accessible à tout nouveau candidat.

ARTICLE 11 : MODALITES DE PASSATION ET D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

11-1 MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les trois attributaires seront remis en concurrence pour la passation des marchés subséquents selon les modalités suivantes.

Le délai de remise des offres sera de 7 à 14 jours calendaires.

Les attributaires seront remis en concurrence sur la base des critères d'analyse et des fourchettes de pondérations suivants :

- Prix (40 à 60 points)
- Délai de livraison (40 à 60 points).

NB : Sous peine d'irrégularité de l'offre, les prix et délais de livraison proposés par les titulaires dans le cadre de la passation des marchés subséquents ne pourront être supérieurs à ceux proposés au moment de la passation de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents pourront être attribués après négociation. La CTBR se réserve la possibilité d'attribuer un marché subséquent sans recourir à la négociation.

11-2 DUREE ET NOMBRE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Chaque marché subséquent sera conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification.

La CTBR conclura au maximum quatre marchés subséquents (nombre estimatif non-contractuel) sur la durée total de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commandes émis pendant la durée du marché subséquent pourra dépasser la durée de ce dernier.

11-3 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents prendront la forme **d'accords-cadres à bons de commande mono-attributaire** qui s'exécuteront dans la limite des montants minimum et maximum suivants :

Montant minimum de commande (pour la durée du marché subséquent)	Sans
Montant maximum de commande (pour la durée du marché subséquent)	100 000 € HT